

Le ministre a sans doute lu les comptes rendus que les journaux américains ont donné de son discours; il n'a guère eu de retentissement. Le Canada a accordé beaucoup de publicité à ce discours, mais à l'exception du *Post* de Washington, du *Times* de New-York, du *Herald* de New-York et de la *Tribune* de Chicago, on n'a pas beaucoup parlé de ce discours qui exposait en termes nets un point de vue qu'on aurait dû exprimer il y a longtemps à l'égard de notre survivance nationale. Si on avait exprimé cette opinion il y a trois ou quatre ans, nous n'entendrions pas aujourd'hui autant de critiques.

L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui reconnaît le droit d'imposer des restrictions, ne peut qu'entraîner la reconnaissance juridique de barrières artificielles, afin de se défendre dans une situation qui menace gravement l'unité et la préservation de nos régimes économiques respectifs.

A mon avis le Canada, vu l'abondance de ses ressources, devrait produire plus que jamais des matières premières capables de nous assurer la liberté; il devrait faire en sorte que les ressources dont nous disposons servent à assurer la liberté à toutes les nations libres du monde.

Pour appuyer mon opinion, je me reporte à l'*Annuaire du Canada* pour l'année 1952. Il y est dit qu'il n'existe pas d'économie industrielle équilibrée au Canada en ce moment. Je cite:

En comptant moins sur l'exportation de matières premières essentielles et de produits agricoles et en transformant une plus grande partie de ces ressources au Canada même...

Là s'arrête ma citation,—nous pourrions assurer au Canada l'économie équilibrée dont il a besoin.

Nous en avons certes besoin à cette époque. Nous en avons besoin afin de rendre le Canada fort, de nous fournir les moyens qui serviraient à notre défense et à celle des États-Unis en cas de guerre et même s'il n'y avait pas de guerre, comme nous le souhaitons et l'espérons. Le Canada contribuerait ainsi à édifier la force et la puissance nécessaires pour que nous puissions négocier confiants de notre puissance.

Avant de terminer, je voudrais aborder une autre question. Comme le ministre a assisté à Londres à la conférence des premiers ministres, j'ai été étonné qu'il ne renseigne pas la Chambre sur certaines choses qui s'y sont passées. Il n'a dit qu'un mot en passant du Commonwealth. En somme, il a dit que nous devons avoir confiance en nos amis, les États-Unis et la Grande-Bretagne et quelques autres. Cela ne suffit pas. Ce n'est pas tenir compte de la contribution

apportée au monde aujourd'hui par le Commonwealth des nations britanniques. A mon avis, une des meilleurs descriptions succinctes qui aient été faites de notre Commonwealth est celle d'un des reporters du Canada, M. James McCook, qui a brossé un tableau de la puissance du Commonwealth, dépourvu comme il l'est de toute organisation matérielle. Au cours de la conférence de Londres, il était possible, grâce à l'étendue et à l'ubiquité mondiale du Commonwealth, de communiquer facilement avec les autres pays. S'il fallait communiquer avec les États-Unis d'Amérique, le premier ministre (M. St-Laurent) ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) s'en chargeaient. S'il fallait communiquer avec M. Chou En-lai afin de connaître son avis sur un point, M. Nehru qui se trouvait là pouvait s'acquitter de cette tâche. S'il fallait communiquer avec M. Molotov en URSS, sir Anthony Eden, à cause de ses contacts antérieurs, pouvait le faire.

Il y a quelque chose que je voudrais signaler ici, si on me permet cette légère digression. Nous sommes aujourd'hui si accoutumés à l'ascendance et à l'autorité de sir Winston Churchill que nous nous demandons quel serait le changement s'il décidait de démissionner à l'apogée de son ascendance et de son autorité mondiale.

S'il donne sa démission, il ne faut pas oublier que le Commonwealth britannique a toujours eu un chef. Le chef d'aujourd'hui, sir Anthony Eden, avait raison en 1938; quant aux révélations d'Yalta parues l'autre jour, et dont la publication était aussi peu justifiable que peu scrupuleuse à l'heure actuelle, on constate qu'Eden avait raison à Yalta, dans toutes les vues qu'il a exprimées et dans l'attitude qu'il a adoptée à l'égard de Staline et de ses associés. Je mentionne le Commonwealth parce que le ministère des Affaires extérieures publie une revue intitulée *Affaires extérieures*, qui est censée exposer ces faits tels qu'ils se passent, en formulant toutefois une réserve; car on y indique en caractères fins au début que ce n'est que l'opinion du Gouvernement qui y trouve son expression. Mais, ces quelques dernières années, nous avons vu tant de tentatives de retrancher un aspect ou un autre des rapports à l'intérieur du Commonwealth qu'il est intéressant de constater que le ministère des Affaires extérieures s'est joint aux autres qui tâchent toujours de nous préserver d'une chose ou de l'autre. Dans le numéro du mois d'août, il se joint à ceux qui appellent la fête du Dominion "la fête du Canada". On a agi de même en ce qui concerne l'annuaire téléphonique. C'est ainsi qu'on a retranché le